

# En visite au Tchad, Larcher tout-terrain



Par Marion Mourgue

Mis à jour le 28/02/2018 à 10h54 | Publié le 28/02/2018 à 10h23

REPORTAGE - Le président du Sénat est en visite au Tchad, où il a rencontré le président de la République et celui de l'Assemblée nationale, avant de se rendre dans un camp de réfugiés.

*Envoyée spéciale au Tchad (Niamey et Bol)*

«Et ensuite?» En déplacement au Tchad depuis dimanche, Gérard Larcher multiplie les rendez-vous sous une température avoisinant les 45 degrés, costume cravate en toutes circonstances. «C'est une question de respect», fait-il valoir. C'est la première visite d'un président du Sénat dans ce pays d'Afrique centrale. L'occasion pour le deuxième personnage de l'État d'aborder les questions migratoires, de développement, de réchauffement climatique et de sécurité, alors que 25% du budget tchadien sont consacrés aux questions sécuritaires.

Après avoir rencontré lundi les autorités tchadiennes (président de la République et président de l'Assemblée nationale), ainsi que la communauté française et les élèves du lycée français Montaigne qui manquent de moyens, Gérard Larcher a voulu se rendre mardi dans un camp de réfugiés. «Quand on voit ça, nos histoires deviennent moins importantes, je dis aux collègues qu'il faut que l'on hiérarchise», fait-il valoir. En route donc pour la région de Bol, près du Lac Tchad, qui a perdu près de 90% de sa superficie en 60 ans.

Il est 6h du matin, «l'habitude du véto de se lever tôt», sourit-il. Dans un petit avion de 12 places, plié en quatre pour prendre place alors que l'engin est étroit, le président du Sénat, accompagné de l'ambassadeur de France et d'une délégation de sénateurs, en profite pour consulter son téléphone et prendre des nouvelles du Sénat: «Je ne suis pas un malade du téléphone mais je n'aime pas que les dossiers ne soient pas traités au jour le jour». Après l'avion, la route ensablée digne des pistes du Paris-Dakar. Encadré par les soldats du gouverneur de Bol, dans cette région où Boko Haram reste très présent, le convoi file sous l'œil rieur des chameaux, de quelques chèvres, gazelles, des vaches Kouri (à cornes) et des habitants, de plus en plus pauvres à mesure que la route défile.

## Larcher transmettra une note à Macron

Certains pick-up s'enlisent, d'autres ont un pneu qui crève. «On est là pour essayer de comprendre les démarches des ONG, et de nos amis tchadiens», explique Gérard Larcher, qui fait une revue des troupes sorties de nulle part. Comme les cavaliers envoyés par le gouverneur: «Je suis très sensible à ce geste d'amitié. Comme disait Proust, c'est ma madeleine!» Sur la route, un grand hôtel de tourisme laissé à l'abandon avant même d'être ouvert, après l'arrivée de Boko Haram dans la région, qui a fait fuir les touristes. «Il y avait un côté Fellinien dans cet hôtel», décrit Gérard Larcher.

Au camp de réfugiés Dar Es Salam, qui a surgi en 2004 et où vivent 9000 personnes, les réfugiés demandent de «l'activité». Dans le camp, une école est installée. Par classe, on compte 167 enfants, en rangs serrés sur des petits bancs en bois. À l'arrivée de Gérard Larcher, ils chantent, levés, *À la claire fontaine*. «Le symbole de l'eau et de la vitalité française», commente-t-il. Pas loin, un camp sanitaire où, chaque semaine, dix naissances sont enregistrées. Le président du Sénat interroge, questionne, relance. «Ce que je retiens, c'est qu'il faut faire attention aux populations locales, en dehors des réfugiés, pour éviter une césure et l'aggravation de la situation locale», analyse-t-il en faisant la comparaison avec le Liban.

Le président du Sénat compte, comme à chaque déplacement, faire une note à l'Élysée. «Je vais transmettre vos messages au président», dit-il dans le camp de réfugiés. «Emmanuel Macron veut remettre le service civil, pourquoi ne pas réfléchir à renforcer l'engagement prolongé comme une forme d'alternative, et qui vaudrait pour la retraite», s'interroge-t-il à haute voix. Il racontera aussi ce qu'il a vu aux sénateurs et aux présidents des assemblées européennes, qui doivent se réunir le 12 avril à Tallinn, en Lettonie. «Ce n'est pas de la migration économique mais on est confronté au Tchad aux problèmes de déstabilisation par le terrorisme. Si on fixe les gens ici, on ne les retrouve pas dans les bidonvilles de N'Djamena. Et surtout, les réfugiés, ici, veulent rentrer chez eux et être autonomes», analyse-t-il.